



RESISTANCES ET PROJET ALTERNATIF

Il s'est donc produit au printemps l'impensable, qu'on sentait cependant venir : la victoire électorale de celui qui symbolisait ce qu'on appelle le neo-libéralisme, pourtant rejeté dans la rue et aussi dans les urnes depuis plus de 20 ans en France.

Ce qui, au fond, est en cause va bien au-delà de l'habileté personnelle de Sarkozy et des faiblesses de la campagne de Royal.

Certes, l'élection présidentielle, clé de voûte de la constitution ultra-réactionnaire de la V^o république, a été précisément conçue pour dépolitiser, personnaliser à l'extrême et renforcer la délégation de pouvoir, éloigner donc de la démocratie active et de l'autogestion.

Le terrain était donc totalement piégé.

Mais on constatera aussi que, sur le plan des thèmes de campagne, les points forts de la droite ont été les points faibles de la gauche, et très précisément les terrains sur lesquels la gauche social-libérale n'a cessé, depuis 25 ans, de se renier et de céder à la droite et au neo-libéralisme : politiques de l'emploi et



réduction du temps de travail, immigration considérée comme un problème en soi, affaiblissement des services publics et privatisations, refus de régularisation des sans-papiers, professionnalisation de l'activité politique, politique fiscale basée sur les baisses d'impôts...etc

Ce qu'a d'abord révélé la victoire présidentielle de la droite, c'est l'absence tragique de projet de société à gauche.

Cela concerne d'abord le PS : même quand il prétend renouer avec une politique de gauche sur le terrain social par exemple, sa crédibilité politique et électorale est ruinée par son bilan au pouvoir. La remarque vaut pour les Verts sur le terrain environnemental.

Mais cela concerne aussi les forces situées à la gauche du PS. Divisées, non seulement elles ne sont pas crédibles elles non plus à une échelle de masse, mais elles retardent davantage encore l'indispensable élaboration programmatique qu'on est en droit d'exiger de la part de forces politiques qui affirment ou prétendent ne pas avoir renoncé au changement de société(*)

Or ce travail d'élaboration ne peut se limiter à ce que chaque petite force produit de son côté : il exige confrontation et croisement, recherches et pratiques communes. Ce travail d'élaboration doit commencer par la rencontre et une mise en commun, de la part de toutes celles et de tous ceux qui contestent l'ordre établi et sont à la recherche d'une alternative : c'est exactement ce qu'expérimente le mouvement altermondialiste depuis 1999.

A travers l'altermondialisme, une nouvelle culture politique est en gestation, et en particulier de nouvelles pratiques qui mettent de côté les comportements autoritaires et hégémoniques. Des pratiques qui permettent aux citoyennes et aux citoyens issu-e-s du mouvement associatif ou du syndicalisme de se mêler



de politique aux côtés des militants politiques, et d'être partie prenante de l'élaboration d'un projet de société alternatif.

C'est cette nouvelle culture politique qui s'est exprimée pour la première fois, de manière encore incertaine et dans un contexte très défavorable, à travers la campagne Bové aux présidentielles, prolongée ensuite aux législatives sous le label « gauche alternative 2007 ».

C'est par exemple ce qu'ont pu voir celles et ceux qui ont participé en avril au « meeting Bové » à l'Ariane à Nice.

Au-delà du bilan de cette double campagne, qui fait débat au sein des Alternatifs et plus largement de la « gauche alternative » (voir articles plus loin), il nous faut à présent continuer le combat dans des conditions plus difficiles encore.

Déjà, et sans surprise aucune, apparaissent tous les signes d'une régression généralisée des droits et des libertés (avec le révélateur de l'immigration et du traitement des sans-papiers), d'une aggravation des inégalités et des attaques contre l'environnement. L'entourloupe de l'accord européen et l'ouverture à des personnalités de la gauche social-libérale ne servent qu'à brouiller les pistes (en mettant à nu l'absence de différences, sur le fond, de projet des uns et des autres et un cynisme largement partagé) mais ne pourront dissimuler longtemps cette régression et cette aggravation programmées.

Dans un tel contexte, construire et développer les résistances dans tous les domaines est à la fois indispensable et non suffisant.



En effet, il nous faudra non seulement défendre, mais aussi passer à la contre-attaque, et face à la droite, préparer non pas l'alternance mais bien l'alternative.

Dans l'immédiat, la défense intransigeante du droit de grève et des retraites, à commencer par celles des régimes spéciaux, le refus des cultures OGM, des franchises médicales ou des 11 000 suppressions de postes dans l'Education et plus largement dans la fonction publique, par exemple, sont indispensables. Mais nous devons y associer contre-propositions et pratiques alternatives.

La crise de l'ensemble des formations de la gauche ne peut plus être dissimulée., C'est le cas en particulier du PS (malgré le répit du second tour législatif). Mais les ténors et une partie des prétendus « rénovateurs » (M.Valls en est un excellent exemple) de ce parti proposent dans leur grande majorité de prolonger et même d'approfondir, sous prétexte de modernisation et de réalisme, le cours droitier de leur parti, pourtant responsable de trois échecs consécutifs aux présidentielles. Plus à gauche, la préparation des congrès de la LCR et du PCF annonce d'âpres débats.

Mais c'est aussi, et de plus en plus, à l'extérieur de ces formations politiques que se situent les enjeux de politisation, d'engagement et de recherche d'une alternative.

Et la recherche d'un projet alternatif, complément indispensable des résistances, doit concerner le plus grand nombre ; pour déboucher, cette recherche devra faire la plus grande part à la nouvelle culture politique faite à la fois de « rouge » et de « vert », de féminisme et d'exigences égalitaires et démocratiques, bref, à ce que nous dit l'altermondialisme.



(*) L'actualité récente permet d'y voir plus clair sur les différents projets de nouvelle construction politique à la gauche du PS. On peut en identifier trois :

- l'exemple allemand de « Die Linke » (La Gauche), nouveau parti créé par des dissidents de la social-démocratie et des Verts, les ex-communistes, des secteurs de la gauche radicale et des altermondialistes, inspire à la fois des communistes, des socialistes tels que JL Mélenchon et des personnalités qui avaient refusé le coup de force du PCF dans la gauche anti-libérale en décembre 2006 sans pour autant mener la campagne présidentielle de José Bové (C.Piquet du courant unitaire de la LCR, C.Autain, C.Debons...) : leur but affiché est de fonder un nouveau parti à la gauche du PS ;
- les collectifs unitaires maintenus sans le PCF après décembre 2006 et la mouvance de la « gauche alternative » vont préparer des Assises à l'automne, dans le but de se structurer à l'échelle nationale, soit sous forme de réseau soit sous forme de nouveau mouvement politique ;
- la LCR, comme elle l'affirme périodiquement depuis 30 ans, évoque son dépassement dans un nouveau parti politique, sans le moindre partenaire au niveau national pour cela, mais elle affirme contourner cette difficulté en prétendant le faire non pas « au sommet », mais « par le bas ».

Ces projets peuvent-ils voir le jour ? Leurs différences sont-elles irréductibles, ou peuvent-elles être surmontées pour ne faire qu'un seul projet ?

Nous aurons l'occasion d'en reparler dans le prochain Rouge-Vert Info

L'équipe départementale de Rouge-Vert info.